

# Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

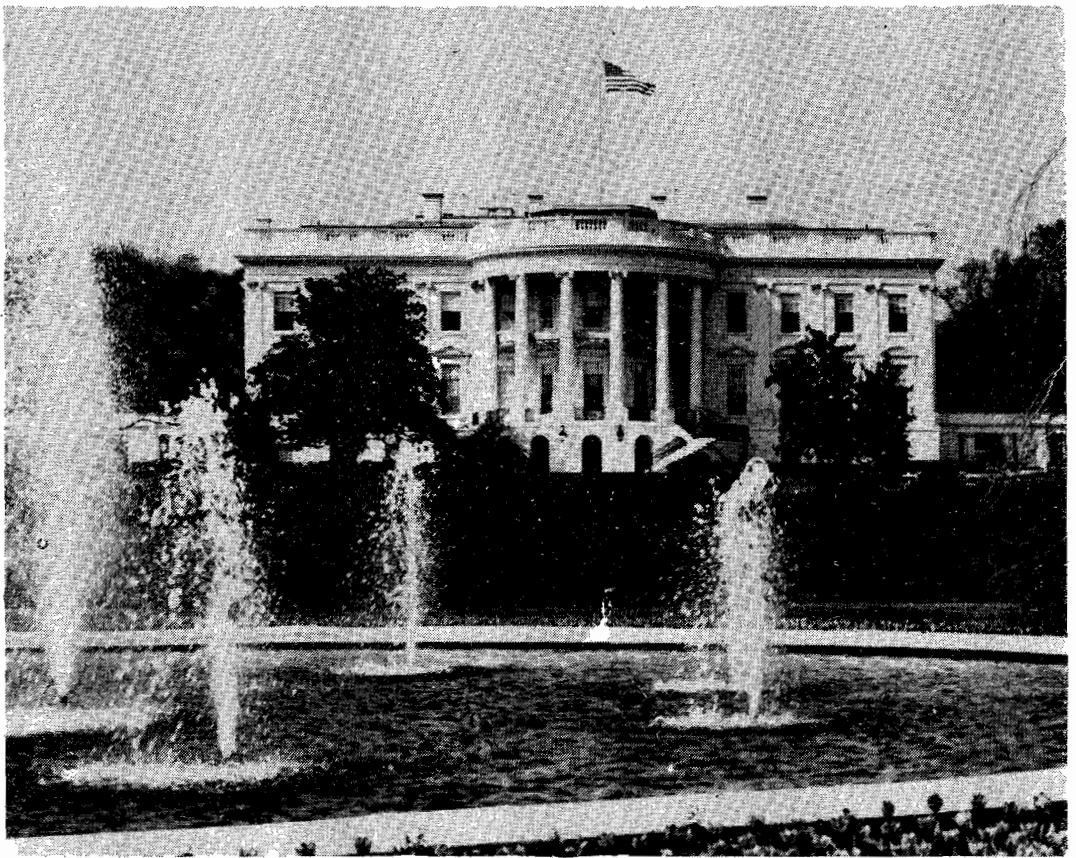
## SALUT A JIMMY CARTER



Félicitations,  
Monsieur Carter,  
pour  
la belle  
et  
passionante  
bataille  
électorale  
que vous avez  
victorieusement  
soutenue

et qui vous a permis d'accéder à la plus haute charge mondiale, celle de Président des Etats-Unis d'Amérique.

Votre victoire a été une grande victoire de la démocratie, car un outsider, jusqu'à hier inconnu, a pu battre, même si c'est de justesse, un président en charge. En outre, la préférence que vous ont manifestée vos compatriotes est un signe tangible de ce que l'état permanent de bien-être n'a pas ôté au peuple américain le désir de se rénover, de croire en un homme nouveau et donc d'avoir encore



## SALUT A JIMMY CARTER

un sens poussé de l'aventure au sens le meilleur du terme.

Nous autres Européens, Monsieur le Président, avons vécu, intrigués et perplexes, cette longue nuit du 3 novembre.

Nous n'avions généralement pas de préférences spécifiques; nous ne savions et ne savons toujours pas grand-chose de vous.

De Nixon, nous ne conservons pas un bon souvenir.

Nous sommes tous d'accord quant à la nécessité de la détente; mais après l'explosion du Watergate, le colloque entre la Maison Blanche et le Kremlin avait pris un ton d'exclusivité dont nous autres, Euro-

péens, avons été complètement tenus à l'écart, comme des enfants mineurs qu'il n'est pas opportun de tenir informés des affaires des Grands qui peuvent, d'ailleurs, les conclure sans tenir compte des intérêts des petits.

Du vaincu, Gerald Ford, nous avons apprécié certaines choses, un peu moins quelques autres, surtout celles qui concernaient des questions pour lesquelles nous estimions, en tant que membres du Pacte Atlantique, devoir être préalablement consultés.

De votre optique de l'Europe unie, Monsieur le Président, et des nombreux problèmes qui en entravent la bonne marche, nous ne savons pas grand-chose.

Nous savons seulement que pour la politique étrangère

vous avez manifesté une tendance à concentrer l'attention de votre gouvernement, surtout vis-à-vis des pays des deux continents américains, pour une politique qui n'est pas nouvelle et qui s'inspire de la doctrine de Monroe.

Nous vous prions de bien vouloir nous excuser, Monsieur Carter, si nous nous permettons de vous rappeler que la présidence que vous assumez désormais n'est pas seulement la charge la plus élevée du monde entier et que vos responsabilités ne se limitent donc pas au seul peuple des U.S.A., mais vous engagent, également, vis-à-vis de tous les peuples de la Terre et parmi eux, non parmi les derniers, vis-à-vis de nous, vos alliés d'outre-Atlantique, habitants de ces pays de la vieille Europe, mère d'une si grande partie du peuple américain.

EUROPAEUS

*Le Professeur Constantin Dragan reçoit des mains de S.A.I.R. l'Archiduc Otto de Habsbourg, président de l'Union Paneuropéenne, la médaille d'or que lui a conférée la «Fondation au Mérite Européen», en reconnaissance de l'oeuvre qu'il exerce avec foi et passion depuis plus de vingt-cinq ans pour l'affirmation et la diffusion de l'idée d'une Europe unie.*



*La cérémonie de la remise de cette haute reconnaissance s'est déroulée à Rome, au palais Roccagiovane, situé au Forum de Trajan, siège de la section italienne de la Fondation Européenne Dragan, au terme d'une conférence de l'Archiduc Otto de Habsbourg sur le thème «L'Europe, un héritage contraignant».*

# QUESTIONS AUX EUROCOMMUNISTES

par ROBERTO CESTELLI

---

Après la disparition de Staline, le grand dictateur du siècle, et le début de la destruction de son mythe par le nouveau maître du Kremlin, un frémissement de liberté secoua les peuples de l'Europe orientale.

Le 21 octobre 1956, après une confrontation dramatique avec Nikita Khrouchtchev, qui était hostile au retour sur la scène politique des vieilles victimes du stalinisme, Wladyslaw Gomulka fut élu premier secrétaire du parti ouvrier unifié.

Le Kremlin avait cédé aux aspirations du peuple polonais; l'intervention militaire fut évitée et les troupes soviétiques reçurent l'ordre de retourner à leurs bases.

Le lendemain, à Budapest, les étudiants saluèrent par des manifestations pacifiques l'heureux épilogue de la crise polonaise. Ceux des facultés techniques préparèrent une liste des revendications hongroises et demandèrent, avant tout, le retour au pouvoir d'Imre Nagy, le «Gomulka» hongrois, de qui ils attendaient une démocratisation du régime, un communisme au visage humain.

Le 23 octobre, à midi, une manifestation d'étudiants défila dans les rues de Budapest en déployant des drapeaux aux couleurs nationales, pour rendre hommage aux Polonais et aller se recueillir devant les statues des héros tombés pour l'indépendance de la Hongrie.

La démonstration pacifique grossit peu à peu comme une avalanche. Des habitants de toutes les conditions, militaires, jeunes et vieux, adversai-

res du communisme et communistes dissidents se trouvèrent côte à côte pour une marche qui finit par avoir un seul but: abattre un régime dégénéré en tyrannie.

Tout semblait devoir se dérouler tranquillement; mais en traversant le Varosliget - le «Bois de Boulogne» de la ville -, l'immense cortège, composé désormais de plus de 300 000 personnes, se trouva en face de la statue de bronze, pharaonienne et colossale, que Staline avait ordonné d'ériger en son honneur.

Quatre chars d'assaut soviétiques, aux canons levés, montaient la garde aux quatre coins de la place.

La foule se précipita sur cette énorme statue. On aurait dit une lutte de pygmées contre un titan. Scies, marteaux et cordes apparurent comme par enchantement. L'effigie du gigantesque Staline tomba au sol et fut mise en pièces. Les canons des tanks soviétiques qui gardaient le monument ne tirèrent pas. Les équipages, sortis de leur tour, applaudirent la foule et furent, eux aussi, applaudis et embrassés.

Les forces de police fidèles au gouvernement stalinien d'Ernö Gerő ouvrirent le feu sur la foule et le premier sang de la révolution hongroise baigna les rues.

Mais déjà, au cours de la nuit, la garnison de la caserne Kilian s'était rangée aux côtés des manifestants et les armes fabriquées par les ateliers «Lampart» et «Danubia» entrèrent en possession de la foule.

Le matin du 24, invoquant le traité de Versailles, le gou-

vernement demanda l'intervention des troupes soviétiques pour rétablir l'ordre.

La loi martiale fut proclamée.

Imre Nagy, nommé président du Conseil, ignorait ces ordres émanant des membres staliniens du Parti.

La rage des insurgés croisait d'heure en heure et les Soviétiques ne pouvaient désormais compter que sur les forces de sécurité du Parti communiste hongrois.

La police et l'armée étaient passées du côté des insurgés et le gouvernement se trouvait pratiquement isolé. Partout, les ouvriers chassèrent des fabriques les représentants des partis et se constituèrent rapidement en soviets pour prendre la direction des usines.

Les troupes soviétiques apparemment vaincues et démoralisées se retirèrent de Budapest; c'est alors que commença dans les rues de la capitale une atroce vengeance du peuple contre les membres de l'A. V.H., la sinistre police de sécurité du Parti.

A l'aube du 4 novembre, les troupes soviétiques passèrent à l'attaque et trois jours plus tard, les «forces contre-révolutionnaires», comme les définit Moscou, furent irrémédiablement écrasées.

La résistance des ouvriers et des étudiants pour défendre leur liberté avait été brisée par les chars d'assaut de l'Armée soviétique.

Imre Nagy et ses amis - les croyants sincères d'un communisme hongrois au visage humain - refusèrent d'abandonner leur pays et trouvèrent refuge à l'Ambassade de You-

goslavie.

Le 22 novembre, au terme de pourparlers diplomatiques, ils quittèrent l'Ambassade, ayant obtenu l'assurance de rester libres; mais, en dépit des protestations yougoslaves, ils furent arrêtés par l'Etat-major soviétique et conduits en Roumanie.

Le 17 juin 1958, le monde apprit qu'Imre Nagy et ses collaborateurs, accusés de haute trahison, avaient été exécutés.

## L'appel des «101»

La tragédie hongroise fut vécue par le monde entier aux heures mêmes où elle se déroulait, à travers les transmissions bouleversantes de Radio Budapest qui décrivait, minute par minute, la sanglante bataille d'un petit peuple contre les tanks de l'Armée soviétique, envoyés par la mère du socialisme pour écraser un souffle de liberté.

Frappée et émue, même s'il lui était impossible d'intervenir, toute l'opinion publique mondiale condamna cette intervention inhumaine de l'U.R.S.S. Jusqu'aux intellectuels qui militaient au sein des partis communistes des pays occidentaux; indignés par l'acquiescement démontré par leurs dirigeants face à la brutale intervention soviétique, ils osèrent lancer un cri de protestation malgré l'obéissance aveugle et la discipline rigide prétendues par le Parti.

Le 29 octobre 1956, cent un intellectuels romains signèrent et envoyèrent au Comité central du P.C.I. et à «L'Unità», un document que nous estimons, aujourd'hui encore, à vingt ans de distance, valoir la peine de rappeler et dont nous ne reportons, pour des raisons d'espace, qu'une partie seulement.

Au Comité central du P.C.I.  
Rome

«Les tragiques événements de Hongrie secouent doulou-

reusement toute l'opinion publique du pays, au cours de ces jours derniers.

La conscience démocratique et le sentiment d'humanité des travailleurs et de tous les honnêtes hommes réagissent avec la force des grandes passions civiles aux nouvelles devenues de jour en jour plus dramatiques.

La fidélité de l'engagement, pris par l'acte d'adhésion au Parti, impose d'adopter une position ouverte.

Les événements de Hongrie démontrent que lorsque prévalent des résistances, des retards ou même le propos de contenir le processus de démocratisation des partis communistes et des régimes sociaux, il se produit, inévitablement, de profondes fractures dans le peuple et la classe ouvrière elle-même, que le Parti est impuissant à colmater».

«Si l'on ne veut pas déformer la réalité des faits, si l'on ne veut pas calomnier la classe ouvrière hongroise ou risquer d'isoler en Italie le Parti communiste italien, ou encore répéter des opinions incompréhensives - comme celles formulées à propos des douloureux événements de Poznan et qui furent rapidement démenties par le cours ultérieur des faits et par la reconnaissance des dirigeants du Parti Ouvrier polonais - il faut reconnaître, avec courage, qu'en Hongrie il ne s'agit pas d'un *putsch* ou d'un mouvement organisé par la réaction (qui, d'ailleurs, ne pourrait pas entraîner avec elle une telle proportion de la classe ouvrière), mais d'une vague de colère qui dérive du malaise économique, d'un amour pour la liberté et du désir de construire le socialisme selon une propre voie nationale».

Lucio Colletti, Luciano Cafagna, Giuliana Bertone, Natalino Sapego, Antonio Giolitti et Carlo Muscetta, promoteurs de cette initiative, se rendirent chez Alberto Caracciolo à la

Section de la Presse et de la Propagande du Parti pour remettre le message; ils furent àurement critiqués par Pajetta et Ingrao qui, avec Alicata et Bufalini, tous des dirigeants du P.C.I., se lancèrent tête baissée contre les déviationnistes signataires du document.

«L'Unità», l'organe du P.C.I., ne publia jamais cette requête humaine de justice démocratique, mais le message des «101» fut de toute façon publié par la presse italienne.

Vingt ans ont passé depuis la révolte de Budapest et huit, seulement, depuis la mort du «Printemps de Prague», mais il ne nous semble pas que ce que l'on appelle «l'eurocommunisme» ait la force et le désir de tourner les épaules au social-impérialisme de Moscou et de s'occuper, avec un véritable esprit humain et démocratique, de l'essor des peuples qu'il affirme vouloir représenter.

En Italie, après trente ans d'opposition démagogique poussée jusqu'à la limite extrême, le P.C.I. est à la porte du pouvoir; mais s'il y arrivera, il devra faire rétrocéder les forces ouvrières de nombreuses positions que sa poussée démagogique a imprudemment fait occuper sans tenir compte des possibilités économiques du pays.

Il n'est nul besoin d'être prophète pour prévoir qu'en Italie un Parti communiste au pouvoir se trouvera bien rapidement devoir faire des comptes avec le mécontentement général; et nous voudrions demander maintenant à M. Berlinguer si, en face d'une inévitable révolte populaire, il se propose d'agir comme M. Ernő Gerő qui demanda, il y a vingt ans, l'intervention de l'Armée soviétique contre son propre peuple, ou comme M. Imre Nagy qui se rangea aux côtés de son peuple, mais que les libérateurs soviétiques fusillèrent.

R.C.

# A L'EST, IL Y A DU NOUVEAU

## LES ENTRETIENS TITO-CEAUCESCU

par MARIA VELKOVA

**T**ito et Ceaucescu, les chefs des deux Etats socialistes européens les plus allergiques à la tutelle du Kremlin, se sont rencontrés, au cours de la première quinzaine de septembre, en Yougoslavie pour une série d'entretiens sur des problèmes bilatéraux et sur des questions d'importance internationale.

Les relations entre la Yougoslavie et la Roumanie sont estimées très bonnes tant à Belgrade qu'à Bucarest: les Yougoslaves «comprennent» parfaitement la situation délicate et «anormale» dans laquelle se trouve la Roumanie; en outre, leur attitude est très réservée à propos des plus récents symptômes de rapprochement enregistrés entre Moscou et Bucarest, surtout après les entretiens qu'a eus Ceaucescu avec Breznev en Crimée.

Les Yougoslaves suivent avec une certaine inquiétude et beaucoup de méfiance la tendance qui se précise dans le bloc soviétique et qui s'oriente vers un rétablissement de la validité des mots d'ordre qui s'inspirent de l'internationalisme prolétarien, qui avaient été mis à l'écart au cours de la phase finale et de la période qui suivit immédiatement la conférence communiste européenne de Berlin-Est.

### **Propagande électorale et réalité: les pays de l'Est**

Dans la dernière phase de la campagne électorale pour la présidence des Etats-Unis, MM. Ford et Carter se sont trouvés en polémique sur les réalités politiques dans les pays de l'Europe orientale, ainsi que sur le sort de la Yougoslavie au cas où les Soviétiques y interviendraient de force.

Il y a d'abord la célèbre



gaffe de M. Ford qui, le 6 octobre, avait affirmé qu'il «n'y avait pas de domination soviétique en Europe de l'Est». Et son adversaire à la présidence de répliquer durement trois jours plus tard: «Au moins, d'autres présidents qui se sont rendus en Pologne savent à qui appartiennent les chars d'assaut que l'on voit». Le 12 octobre, M. Carter a déclaré que, s'il était élu, les Etats-Unis feraient tout ce qu'ils pourraient pour encourager la liberté dans les pays de l'Est actuellement dominés».

M. Ford a ensuite reconnu qu'il avait commis une erreur et a téléphoné à M. Mazewski [qui, en sa qualité de président du Congrès américano-polonais, représente plus de trois millions de citoyens américains d'origine polonaise] pour lui présenter ses excuses. Les nouvelles déclarations de M. Ford se présentent comme suit:

«Les pays d'Europe de l'Est sont dominés par l'Union soviétique»;

Ils auraient depuis longtemps obtenu leur liberté «s'il n'y avait pas chez eux plus de trente divisions soviétiques»;

«Les Etats-Unis n'ont jamais reconnu, accepté ou approuvé la domination soviétique sur l'Europe de l'Est. Ils ne le font pas actuellement et ils ne le feront jamais»;

«Les peuples de l'Europe de l'Est brûlent d'obtenir leur liberté»; leurs pays «peuvent

être physiquement dominés, - quand il s'agit de leur indépendance, mais ils ne le sont pas eux-mêmes dans leur coeur».

Vers la fin de la campagne électorale, M. Carter a commis lui aussi une gaffe: à une question concernant la réaction des Etats-Unis à une éventuelle agression soviétique en Yougoslavie après la disparition du maréchal Tito, le candidat du parti démocrate a répondu que, s'il était président, il n'ordonnerait pas une intervention des Etats-Unis. En faisant cette déclaration, le futur président des Etats-Unis semblait vouloir ignorer le fait qu'un changement de la position de la Yougoslavie comporterait des conséquences imprévisibles pour l'équilibre mondiale.

«Les Soviétiques peuvent tranquillement envahir la Yougoslavie» - est le titre d'un article qui commente cette étonnante déclaration dans le journal autrichien «Neue Kronen Zeitung».

«Que doit penser un Italien en entendant qu'un président possible des Etats-Unis ne réagirait pas si les chars d'assaut soviétiques faisaient leur apparition aux portes de Trieste?» se demande le commentateur du journal viennois «Kurier».

La presse yougoslave a exprimé sa réaction d'une manière indirecte, en citant les commentaires de M. Kissinger. L'agence Tanjug écrit: «Kissinger a rappelé que, à commencer par Truman, tous les présidents américains et leurs gouvernements ont toujours souligné l'intérêt des Etats-Unis à propos de l'intégrité, de l'indépendance et du non-alignement de la Yougoslavie». Du côté yougoslave, il y a eu une seule déclaration officielle à ce sujet; un porte-parole du Ministère des Affaires étrangères a dit qu'il ne croyait pas que l'U. R. S. S. menaçait l'indépendance de son pays, vu que l'Union soviétique sait - comme tout le monde d'ailleurs - combien les Yougoslaves sont fiers et vigilants

---

## L'U. R. S. S. resserre les liens avec ses alliés

---

La situation politique de l'Europe de l'Est semble entrer dans une nouvelle phase, puisque l'Union soviétique s'efforce depuis quelques mois de renforcer ses liens avec les pays socialistes, ce qui signifie un retour à la fameuse unité monolithique sous les ordres de Moscou, qui caractérisait l'empire de Staline. On a tôt fait de dire que les temps ont changé, que Breznev n'est pas Staline, qu'il discute au lieu d'ordonner et qu'il est même capable de sourire. En réalité, c'est toujours d'une hégémonie soutenue par les divisions de chars d'assaut qu'il est question, et de la suppression de toute manifestation et velléité d'autonomie en politique intérieure et extérieure. On a reproché au nouveau président des Etats-Unis d'avoir tranquilisé les dirigeants du Kremlin au

sujet du renforcement de leur emprise sur l'Est européen. Mais Breznev ne devait pas attendre les déclarations de M. Carter pour se sentir à son aise; en effet, pendant l'administration Ford et au nom de la politique de détente, Washington a élaboré la fameuse «doctrine Sonnenfeld», qui prévoit la division définitive du monde entre les deux super-puissances et un «rapport organique» entre l'U. R. S. S. et ses satellites.

---

## L'infatigable M. Breznev

---

Dans cette atmosphère d'incertitude et d'inquiétude, la visite de M. Breznev à Belgrade [15 novembre] et la réunion du comité politique du pacte de Varsovie [29 novembre] pourraient clarifier beaucoup de choses. Les rapports entre Moscou et Belgrade n'ont pas cessé de s'améliorer depuis le moment de rupture provoquée par l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968; mais depuis quelques mois la presse yougoslave s'inquiète de l'insistance que met Moscou à relancer la notion d'internationalisme prolétarien [sous laquelle se cache l'hégémonie moscovite].

Toujours pendant le mois de novembre, M. Breznev aura des entretiens avec M. Gierek et, ce qui est beaucoup plus significatif, avec un interlocuteur qui a toujours été incommode pour Moscou - le président roumain M. Ceausescu.

Les obstacles que le secrétaire général du P. C. soviétique devra affronter à Belgrade et à Bucarest sont assez redoutables, mais les difficultés ne dépendent pas uniquement, ou pas surtout, de la fermeté de la politique indépendante des Yougoslaves et des Roumains, mais aussi de la conjoncture mondiale et notamment du rapport de forces entre l'U. R. S. S., les Etats Unis et la Chine.

M. V.



## TROIS ETATS FRAPPENT A LA PORTE DE LA COMMUNAUTE

par SIEGFRIED SCHRÖDER

L'article 237 du Traité de Rome prévoit que «n'importe quel Etat européen peut demander à entrer dans la communauté». Après la Grèce - dont la demande a été approuvée en principe et avec laquelle les pourparlers commenceront sous peu - c'est le tour du Portugal à frapper aux portes du Marché commun et de voir acceptée sa demande d'adhésion au Conseil de l'Europe.

Comme prochain candidat on parle de l'Espagne, dont les chances se sont sensiblement accrues après la récente visite du roi Juan Carlos à Paris. «Le peuple espagnol - a dit le roi - est disposé à renouer avec dignité et avec profit sa participation aux affaires européennes.... L'Espagne, qui a une longue expérience d'action dans le monde, préconise une nouvelle entente et de nouvelles notions de justice et d'équité entre les nations».

L'assemblée du Conseil de l'Europe, qui avait discuté la question espagnole le 21 septembre, est restée assez divisée. A côté des députés nettement favorables, il y en a beaucoup qui pensent que les vestiges du passé franquiste sont encore trop puissants et qu'il faut attendre que les libertés démocratiques soient non seulement *tolérées* (comme à présent), mais aussi officiellement *garanties*.

### Le Portugal, un partenaire pressé

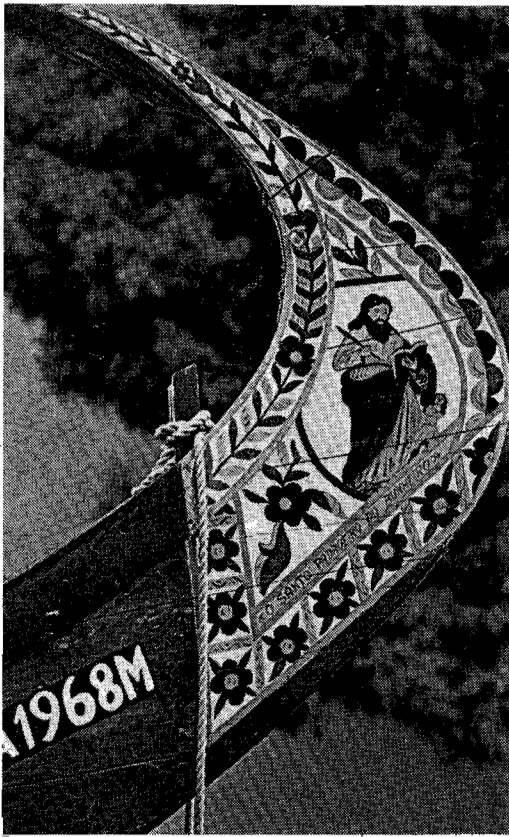
Mais revenons au Portugal. Après sa nomination comme Premier ministre du Portugal, M. Mario Soares a déclaré, en présentant (au début du mois d'août) au Parlement le programme de son cabinet, que l'un de ses premiers objectifs de politique extérieure serait l'entrée du Portugal au Conseil de l'Europe. D'ailleurs, M. Soares et d'autres personnalités politiques du Portugal - à peine sorti de son demi-siècle de dictature - avaient déjà maintes fois exprimé le plus vif désir d'un rapprochement politique et économique avec l'Europe occidentale. Toujours pendant le mois d'août, dans une lettre adressée au Secrétaire général du Conseil de l'Europe, le ministre portugais des Affaires étrangères, M. José de Meredos Ferreira, fait savoir au Conseil que le Portugal souhaite être invité à devenir le

19<sup>o</sup> membre de l'organisation et souligne que le Portugal remplit les conditions d'adhésion: reconnaissance des principes de la prééminence du Droit, ainsi que des droits de l'homme et des libertés fondamentales. *Le gouvernement de Lisbonne* - ajoute-t-on dans cette lettre - *attache une grande importance à l'existence d'une Europe forte; unie et démocratique.*

Le Portugal a opté pour la démocratie pluraliste et a adopté une politique de décolonisation. Après avoir échappé à la menace d'une nouvelle dictature en déjouant les plans d'un parti communiste très pressé, les forces politiques démocratiques portugaises ont clairement proclamé la vocation européenne du Portugal. Comme on le sait, ce pays est gouverné depuis juillet 1976 par les socialistes: un gouvernement homogène minoritaire issu des dernières élections qui ont donné au parti socialiste la majorité relative des votes.

«Le développement économique, disait M. Soares, est la condition même de la réalisation du socialisme», et c'est sans doute la situation extrêmement grave de l'économie qui a déterminé le parti socialiste à présenter d'urgence la demande d'adhésion au Conseil de l'Europe. En même temps, cette adhésion à un groupe de pays «capitalistes» ne devrait pas contredire l'aspiration du parti au pouvoir de faire du Portugal un pays «socialiste». Efficacité, productivité et rendement sont les mots d'ordre du gouvernement, et ils visent le redressement du pays et la sortie de la crise, mais non pas pour consolider et développer le capitalisme. D'ailleurs «le Portugal, avec 60% de son économie nationalisée, n'est plus aujourd'hui dans la situation d'un pays capitaliste - précise M. Soares. Le moteur de notre développement, c'est désormais le secteur public, les investissements publics. Le gouvernement ne fera aucune concession sur les grandes réformes».

L'Europe est vivement intéressée à ce que le Portugal voit s'instaurer et se stabiliser un régime démocratique, capable de contribuer à l'affermissement de la Communauté dans sa zone la plus fragile et la plus menacée par la tentation du totalitarisme de gauche. Dans la stratégie de l'OTAN, le Portugal occupe une position clé.



Tout ceci explique l'aide économique déjà accordée au Portugal, ainsi que le fait que le Comité des Ministres et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe aient constamment encouragé la récente évolution politique du Portugal. Le Comité des Ministres a invité l'Assemblée de Strasbourg à donner son avis sur la demande portugaise d'adhésion et, le 17 septembre celle-ci a exprimé par acclamation son désir que le Portugal devienne le dix-neuvième membre de l'organisation de Strasbourg. Les représentants de Lisbonne pourront y siéger pour la première fois lors de la session de janvier 1977.

### La faiblesse du parti socialiste: la menace d'une scission

Le Portugal se présente à Strasbourg guidé par un parti qui ne dispose que d'une majorité relative, qui ne veut s'allier à aucun autre parti et n'est pas suffisamment uni pour imprimer au pays une direction claire et précise; en effet, on y peut identifier une tendance modérée et une tendance dure, appelée aussi «la ligne marxiste» (représentée par M.Lopes Cardoso, qui vient de quitter la fonction de ministre de l'Agriculture). Le parti socialiste s'est vu à un pas de la scission - que l'on explique partiellement par des

manoeuvres du parti communiste - bien que pour le moment M.Soares semble avoir su éviter que les antagonismes entre la gauche et la droite de son parti ne jettent le pays dans une confusion politique et sociale qui ne présage rien de bon.

Il est évident que le régime de M.Soares, que l'Europe occidentale regarde avec compréhension et sympathie - et pour cause! - n'a pas la solidité requise de la part d'un partenaire digne de foi. Mais voilà, selon nous, une raison de plus pour que la Communauté européenne aide le Portugal à s'engager sur la voie de la reconstruction économique et de la stabilité politique, afin qu'il échappe aux appétits du communisme international, prêt à l'engloutir.

### Quelques objections fondées

Les critiques suscitées au sein même de la Communauté européenne par les demandes d'adhésion, hier de la Grèce et maintenant du Portugal (et demain ce sera le tour de l'Espagne) ne devraient pas constituer de vrais obstacles à l'extension de la Communauté. Le «Frankfurter Neue Presse» du 2 septembre cite une partie de ces objections:

- Avec trois membres de plus, la Communauté européenne - déjà minée par le caractère non complémentaire des économies qu'elle s'efforce d'unifier et par tant d'échecs subis dans la réalisation des principaux objectifs - deviendra un organisme encore plus lourd et inefficace.

- L'intégration des nouveaux Etats membres exigera de la part des autres des sacrifices financiers considérables. La Grèce, par exemple, coûtera, pendant quelques années, pas moins d'un milliard de marks par an.

- L'entrée de pays producteurs de fruits, de légumes et d'agrumes soulève les protestations véhémentes de l'Italie contre ces futurs concurrents. Pour ce qui est du vin, dans la production duquel excellent aussi bien la Grèce que les pays ibériques, on rappelle le fait gênant que la Communauté européenne se trouve déjà devant l'impossibilité de résoudre la question d'un excédent de 15 millions d'hectolitres.

- Le nombre des langues officielles de la Communauté devra passer de six à neuf; or les quelques mille deux cents traducteurs actuellement employés dans les bureaux des organismes communautaires se déclarent déjà submergés par les 900 tonnes de papiers consommées par an!

Les difficultés soulevées par l'arrivée de nouveaux membres ne sont pas du tout négligeables et il serait insensé de faire la sourde oreille à la voix de ceux qui avancent les objections. Mais qui a dit, ou pensé, que la voie de l'intégration européenne serait une autoroute parfaitement asphaltée?

S.S.

## Why Europe needs a good push



Leo Tindemans  
Premier Ministre de Belgique

As the months roll by without any sign of unanimity or action among the leaders of Europe on the Tindemans report about European unification its author is beginning to sound increasingly like the proverbial voice crying in the wilderness. Deeply concerned at the lack of action, the Belgian prime minister keeps saying that his report is not a blue-print or a set of solutions for the problems of bringing the nine member states closer together; it is not within his powers to build the structures for a united Europe, only to ask for the necessary goodwill to create them. But such enthusiasm as did exist has steadily been eroded by inertia and egotism.

There is a real danger that, given more time, the momentum for a united Europe will disappear altogether. In some countries, the effects of procrastination are being aggravated by changes of top functionaries, such as the recent replacement of the French prime minister. In others, domestic problems are taking precedence, as with Britain and her disastrous monetary situation. Even West Germany, economically healthy and positively inclined towards the European ideal, is likely to find itself somewhat preoccupied after its near-indecisive election result.

What is holding things up is, largely, the self-interest of

member nations. This is clearly apparent in the matter of a common energy policy, which is up for discussion once again before the end of this month. True, the European foreign ministers did agree to speak with one voice on one subject recently, but that, as we pointed out, was born from a common dislike (South Africa's race policies), rather than from a common wish to go forward and build.

Europe's foreign ministers are about to have another go at coming to a decision on the Tindemans report. This may be their last chance. Perhaps what they need is a firm push from outside, so here is a suggestion for the man the American electorate will vote into the White House on November 2. Recognising that a united Europe will be not only valuable but essential to a prosperous, strong and stable West, he should prevail upon European leaders to shake off their lethargy and produce a workable formula for unity, or at least the basis for closer cohesion. He could do this by, among other things, addressing himself to Europe collectively on matters of foreign policy, defence and so forth. Even if it means that America will be doing a lot of Europe's homework, it will be worth the effort if it helps to break the spell of complacency.

□

## Beware of premature optimism



The clearest message from the annual meeting of the International Monetary Fund and the World Bank in Manila this month has been that the world should beware of premature optimism about recovery from the recession. Almost without exception, the industrialised countries are still faced with unacceptable levels of inflation and a future of structural unemployment coupled with an increasing burden of social services, which combine to undermine the economic incentives and disciplines which are fundamental to the free enterprise system.

The recovery in itself holds certain dangers. Industrial resuscitation means more energy consumption and a rise in petroleum imports, in spite of all good intentions to the contrary. This caused US Treasury

Secretary William Simon to warn the finance ministers meeting in Manila that they face a balance of payments deficit of as much as \$50,000 million next year if the oil exporting countries insist on another price rise.

Furthermore, an upward trend in the graph tends to undermine self-restraint, encouraging either excessive spending and expansion, or uneconomic wage demands.

The other side of the coin is that the dilemma of the underdeveloped countries remains unresolved. New economic momentum in the industrialised countries may benefit the poor nations, but the gap between rich and poor remains too large. The World Bank's annual report shows, for instance, that in the poorest developing countries

(those with annual per capita incomes of less than \$200, compared with \$4,000 and more in the industrialised states), the annual growth rate has averaged only 2.8 per cent over the past few years. Even this modest growth has been eroded by population growth, and it is not nearly adequate even to begin to make up the backlog in infrastructure and health, education, housing and other essential services from which those countries suffer.

The World Bank has urged a replenishment of the funds of the International Development Association, its subsidiary which helps poor countries by providing long-term loans at minimal rates. The foreign debts of developing countries are already astronomic - up 24.2 per cent to \$151,400 million in 1974 - but there seems to be no way out of the vicious circle: to pay off old debts, more and more new ones are being incurred.

The situation, then, is that while the rich are not necessarily getting richer, the poor are still getting poorer. Treasury Secretary Simon's suggestion of official financing on a multilateral and conditional basis makes sense, but close international cooperation will be required to devise the necessary controls if we are to avoid another lurch into recession.

© OCTOBER 18, 1976 TO THE POINT INTERNATIONAL

# CONSEIL DE L'EUROPE



## LES INCIDENCES D'UNE POPULATION STATIONNAIRE OU DECROISSANTE EN EUROPE

Un rapport du Bureau International du Travail, publié à Genève, souligne l'accélération du vieillissement de la population en Europe et le caractère quasi irréversible de cette évolution dans la plupart des pays. C'est actuellement en Allemagne de l'Est que la population est la plus vieille: 22% de ses habitants ont plus de soixante ans. Mais d'ici à la fin du siècle cette proportion pourrait légèrement diminuer alors qu'elle devrait s'accroître en Grèce passant des 16,4% actuels à 23,9%, en Suisse de 18,8% à 23,5%, en Allemagne de l'Ouest de 19,4% à 21,5%, en Italie de 15,7% à 20,2% et en Belgique de 18,9% à 19,8%. Le taux de vieillissement devrait rester à peu près stable d'ici à l'an 2000, en France (18%), au Danemark (17,7%), en Norvège (17,5%), en Espagne (15,7%), et au Portugal (14,7%).

C'est en Union soviétique que le vieillissement s'annonce le plus spectaculaire, la proportion des habitants âgés de plus de soixante ans passant de 8,5%, en 1970, à 17,4% à la fin du siècle. En revanche, l'Albanie restera la nation la plus «jeune» d'Europe avec 6,5% de personnes âgées aujourd'hui et 8% en l'an 2000.

Un séminaire consacré aux incidences d'une population stationnaire ou décroissante en Europe a eu lieu à Strasbourg du 6 au 10 septembre. Organisé par le Conseil de

l'Europe, cette rencontre a réuni environ cent cinquante experts et responsables politiques de seize pays. Elle a eu pour objet de dégager les principaux traits des tendances démographiques actuelles, de faire ressortir les difficultés qui risquent de surgir si ces tendances se maintiennent et de mettre en lumière les choix politiques qui doivent être arrêtés.

On a constaté qu'en général les pays européens semblent prêts à accepter un niveau démographique condui-

sant, à long terme, à une croissance nulle de la population.

De fait, cette situation d'une population stationnaire ne manquera pas de susciter de nombreux problèmes pratiques et, en particulier, les inégalités entre familles réduites et familles nombreuses se creuseront si les politiques sociales ne changent pas, notamment si une redistribution des ressources au profit des individus les moins favorisés n'est pas opérée. □

---

### INTRODUCTION DEMOGRAPHIQUE

*Rapporteur: M. Pierre Guilmot*

La structure et le mouvement d'une population sont étroitement liés et s'influencent réciproquement. Dans cette mesure et en raison des conditions qu'elle doit réunir, une population stationnaire stricte reste sans doute avant tout du domaine de la technique démographique.

Le trait typique de la dynamique de la composition par âge des populations des Etats membres du Conseil de l'Europe est l'accroissement du vieillissement. Celui-ci se marque davantage pour le sexe féminin en raison, principale-

ment, de la surmortalité masculine.

Depuis 1965 environ, s'amorce une baisse généralisée et soutenue de la fécondité, au point que nombre de pays en viennent à ne plus assurer, en données du moment, le remplacement des générations. La descendance finale des générations aurait toutefois moins varié que la descendance du moment. La baisse actuelle des taux de fécondité du moment paraît surtout résulter, à la fois, d'un recul des naissances de rang 3 et d'ordre supérieur, d'un ajournement des naissances en début de mariage et d'une faible baisse des premières naissances. D'importance très variable, la part de la fécondité qui est illégitime n'a augmenté de manière substantielle, semble-t-il, que dans quel-

ques pays.

Bien que la tendance soit d'intensité diverse, le divorce se fait partout plus fréquent et plus précoce. La nuptialité des célibataires est par contre animée de mouvements contraires: poursuite du progrès ou stabilisation dans certains pays, recul dans d'autres accompagné parfois d'un relèvement de l'âge au mariage. Une attitude nouvelle se développe, à cet égard, en Suède: le mariage y devient moins fréquent et plus tardif, les divorces, les naissances illégitimes et les couples non mariés ayant des enfants s'y multiplient et une fraction plus grande de la descendance y est constituée hors mariage.

Les Etats membres du Conseil de l'Europe convergent vers des niveaux de mortalité très faibles. La mortalité des grands vieillards a en particulier fortement régressé au cours de ces dernières années, tandis qu'une certaine diversité subsiste encore entre pays sur le plan de la mortalité infantile. Quant aux différences selon le sexe, elles ne sont nullement amenuisées vu que la longévité féminine a davantage progressé que la longévité masculine qui, assez souvent, accuse une tendance à la stagnation, voire au recul.

Etant le facteur clef de la croissance des populations européennes, la fécondité en baisse entraîne une diminution de leur taux d'accroissement naturel. Dans les pays où celui-ci est faible, le volume et l'apport induit de la migration ne sont certes pas à négliger.

Ce n'est qu'avec une certaine marge d'incertitude que les projections démographiques permettent d'entrevoir le futur possible des populations. Cette incertitude trouve pour l'essentiel son origine dans le choix d'hypothèses correctes quant à l'évolution des composants du mouvement démographique. Elle dépend aussi du terme, plus ou moins long, que l'on assigne aux projec-

tions et de l'utilisation, à caractère global ou spécifique, que l'on envisage de faire de ces dernières.

L'évolution de la fécondité est l'élément le plus délicat à supputer. Bien qu'elles soient presque toutes axées sur une baisse de la fécondité, bon nombre de variantes utilisées dans les projections nationales disponibles, élaborées entre 1971 et 1974, apparaissent aujourd'hui périmées au vu du fléchissement continu de la fécondité du moment. En matière de mortalité, il est fréquent de ne formuler qu'une seule hypothèse et de postuler le maintien pur et simple ou une amélioration des conditions de mortalité du moment. Un certain flou semble attaché à l'élaboration des hypothèses relatives aux migrations. Dans l'ensemble, elles s'accordent cependant pour traduire une tendance à la baisse des échanges migratoires.

Une hausse générale des taux de mortalité, une diminution quasi universelle elle aussi des taux de natalité, des fluctuations dans le nombre des naissances et un renforcement du vieillissement sont les traits démographiques marquants qui se dégagent à l'examen des variantes préconisées par les pays dans leurs projections.

Les taux d'accroissement projetés sont proches de zéro, mais en raison du jeu de la structure, un certain écart subsiste entre les structures réelle et stationnaire. Une légère croissance de la population est attendue dans la plupart des pays jusqu'à la fin du siècle.

---

## **CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET CROISSANCE ECONOMIQUE**

*Rapporteur: M. Denis Maillat*

Les implications économiques du ralentissement de l'accroissement démographique et de la modification de la structure par âges sont difficiles à évaluer étant donnée l'imbrication des différents phénomènes.

Certes, il est aisé de calculer des rapports démographiques significatifs comme les indices de charges, les proportions des diverses classes d'âges, etc., mais il est difficile de donner un contenu économique à ces rapports, car ceci implique que l'on fasse des



### **LES FRONTIERES ORIENTALES DE L'EUROPE**

**“ L'an 1740, le 12 septembre ”**

**Le document original  
dans le prochain numéro  
du B.E.**

hypothèses sur le rythme de la croissance économique.

Or, on connaît mal la relation entre l'évolution démographique et le rythme de la croissance économique. La population, en effet, n'est qu'un des facteurs explicatifs du rythme de la croissance économique et ce n'est pas certainement le plus important. Il s'ensuit logiquement qu'un faible accroissement de population n'est pas à priori un élément déterminant d'un ralentissement de la croissance économique.

En fait, c'est le contexte dans lequel s'effectue le développement économique qui est important: ce contexte détermine certains types de développement. C'est pourquoi, le ralentissement de l'accroissement démographique entraîne des modifications du système économique. En effet, le rôle de la population s'exerce non seulement en tant qu'elle est un élément du système de production, mais aussi par le fait qu'elle contribue à déterminer la hiérarchie des besoins à satisfaire et les moyens à mettre en oeuvre pour assurer une satisfaction effective.

En tant qu'élément du système de production, elle doit en assurer le bon fonctionnement, notamment par sa mobilité de participation, sa mobilité professionnelle et sa mobilité géographique. Elle doit se reproduire quantitativement et qualitativement. Il est évident qu'avec une croissance démographique plus faible, ces diverses fonctions seront remplies différemment. Par ailleurs, et c'est l'autre aspect du problème, compte tenu de l'évolution de la structure par âges, une nouvelle hiérarchie des besoins à satisfaire, tant en termes de consommation que d'investissement, interviendra. Dans ce contexte, des tensions ne manqueront pas de se manifester entre les diverses fonctions et les différents rôles qu'exercent les membres d'une communauté.

## ASPECTS DEMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION ACTIVE

*Rapporteur: Mme Hilde Wander*

Contrairement aux modèles qui font ressortir les propriétés stables d'une population stationnaire ou décroissante, les populations qui connaissent en fait une «croissance nulle» ou des baisses démographiques durables accusent des rythmes d'accroissement fluctuants plutôt que constants et une structure par âge irrégulière plutôt que constante. Dans plusieurs pays européens où le taux de fécondité a fluctué depuis cinq décennies environ au niveau du taux de remplacement, on constate maintenant certaines caractéristiques de cet état de «quasi-stabilité».

La baisse actuelle du taux de fécondité en Europe ne se répercutera sur la population active qu'après 1985 et il faudra encore une autre décennie ou plus pour que ces répercussions soient assez fortes pour réduire l'offre globale de main-d'oeuvre et augmenter le pourcentage des vieillards à charge. On ne prévoit pour le siècle actuel aucune modification importante. L'arrivée sur le marché du travail des grandes cohortes nées dans les années 1950-1960 suffira sans doute à contrebalancer les cohortes moins nombreuses qui vont accéder au marché du travail dans les années 1990. Il se peut toutefois que l'évolution actuelle de la natalité influe de manière décisive sur l'évolution ultérieure.

Les augmentations ou diminutions auxquelles on s'attend dans le nombre des actifs n'indiquent pas en elles-mêmes que l'offre de travailleurs sera abondante ou insuffisante. Le degré d'utilisation réelle des ressources humaines dépend de la demande de main-d'oeuvre qui est à son tour fonction de la conjoncture économique et notamment du taux d'investissement. L'é-

volution de la natalité est susceptible d'influencer l'activité économique et la demande de main-d'oeuvre non pas d'une façon clairement définie, mais selon un mécanisme très complexe de transformation des conditions sociales, économiques, organiques et de modification des comportements. Cette évolution peut tout aussi bien contribuer à augmenter l'emploi et le niveau professionnel qu'y faire obstacle.

Aujourd'hui, les marchés du travail dépendent de la disponibilité en main-d'oeuvre hautement qualifiée et facilement adaptable aux variations des exigences professionnelles. Une bonne intégration des jeunes dépend tout autant de leur qualité que de leur importance numérique. Les divers obstacles, organiques et autres, qui entravent le développement des compétences générales de la main-d'oeuvre et la mobilité requise pour augmenter la productivité, peuvent fort bien amoindrir les bénéfices à attendre de l'augmentation de l'offre de jeunes travailleurs et aggraver les problèmes des baisses ultérieures. Pareillement, la charge réelle que représentent les vieillards est fonction à la fois de l'évolution de la productivité et de celle du nombre des actifs.

Il faut également faire une politique d'immigration de qualité. Bien que l'excédent de main-d'oeuvre dont disposent les pays moins développés puisse être considéré comme un moyen commode de combler les lacunes démographiques et d'éviter les pénuries de main-d'oeuvre, ce n'est en réalité un succédané, ni d'une politique démographique, ni d'une intensification des efforts tendant à améliorer le niveau des compétences et des autres qualifications exigées.

# SUR LES ROUTES EUROPEENES

## 1.000.000 MORTS ET 2.500.000 BLESSES

Les départs et les retours de vacances ont été, une fois de plus, marqués par de trop nombreux accidents de la route. Le taux de blessés, d'infirmités définitives et de morts qu'ils entraînent est devenu tel, dans les pays industrialisés, qu'il est l'un des soucis majeurs de la santé publique.

Les relevés de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) montrent ainsi, et pour la seule région européenne, que la route tue chaque année cent mille personnes et en blesse plus de deux millions cinq cent mille!

Chez les hommes de quinze à quarante-quatre ans vivant dans cette Europe où les progrès thérapeutiques sont remarquables, un décès sur deux est dû non à la maladie, mais à une cause accidentelle.

Une enquête récente montre que la moitié des hommes de vingt à trente ans impliqués dans un accident de la route ont une alcoolémie supérieure à 0,80 g par litre.

L'information pratique concernant cette cause majeure non seulement d'accidents de la route, mais aussi d'accidents du travail, est, à peu près, inexistante, tant dans le public qu'auprès du corps médical, qui pourrait, cependant, participer à une indispensable et urgente tâche de prévention.

Comme l'ont montré les docteurs Grau, Bi-boulet et Arbus, de Toulouse, qui ont consacré à ces questions des thèses intéressantes, si un Français sur cinq a une alcoolémie supérieure à 0,80 g pour mille après le déjeuner, un sur cent seulement connaît la qualité et la quantité de boissons alcoolisées à ingérer pour atteindre (ou pour ne pas atteindre) un tel taux.

Il s'agit, pour un homme de 70 kg à jeun, de 40 g d'alcool pur, soit:

- Quatre apéritifs (250 ml) à 16 degrés;
- Ou quatre digestifs (100 ml) à 40 degrés;
- Ou quatre verres de vin (360 ml) à 11 degrés;

Trois verres seulement de l'une de ces boissons placeront le buveur dans une zone frontrière où, avec une alcoolémie située entre 0,50 et 0,80 g pour mille, ses fonctions sensorielles et psychomotrices seront déjà altérées.

Il existe, en effet, dès que le taux de 0,50 g pour mille est atteint, une diminution nette de l'attention, des troubles de la coordination, une augmentation des temps de réaction, et des troubles du comportement (euphorie, agressivité, surestimation de soi ou somnolence) dont on conçoit à quel point ils sont incompatibles avec la conduite d'engins rapides et dangereux.

### DECLARATION D'OTTO DE HABSBOURG, PRESIDENT DE L'UNION PANEUROPEENNE

Tout d'abord, nous croyons à la Grande Europe. Pour nous, l'Europe ne finit pas à la ligne de malheur, tracée en février 1945, par des non-européens à travers notre continent. Pour nous, les murs, les barbelés et les champs de mines ne sont pas la frontière de l'Europe. Pour nous, Tchèques, et Slovaques, Magyars et Polonais, Roumains et Bulgares, sont tout autant européens que les Autrichiens, les Irlandais et les Norvégiens.

Si aujourd'hui nous recherchons l'union de l'Ouest, cela ne signifie pas que nous renonçons au centre de l'Europe. Au contraire, nous voulons l'unification de l'Occident pour promouvoir la décolonisation de toute l'Europe, l'autodétermination de tous les Européens. Il n'y aura ni paix ni sécurité aussi longtemps qu'il y aura des peuples européens qui n'ont pas été décolonisés à l'époque de la décolonisation.

Si quelqu'un nous reproche que nous sommes des hommes de la guerre froide, nous répondrons: aussi longtemps que l'Union soviétique réclame le droit de prêcher la révolution mondiale, nous avons, nous, le droit d'exiger l'autodétermination des peuples européens.

# L'EUROPE DES CITOYENS COMMENCE A DEVENIR UNE REALITE

par Hans-Dietrich GENSCHER

Ministre R. F. D.

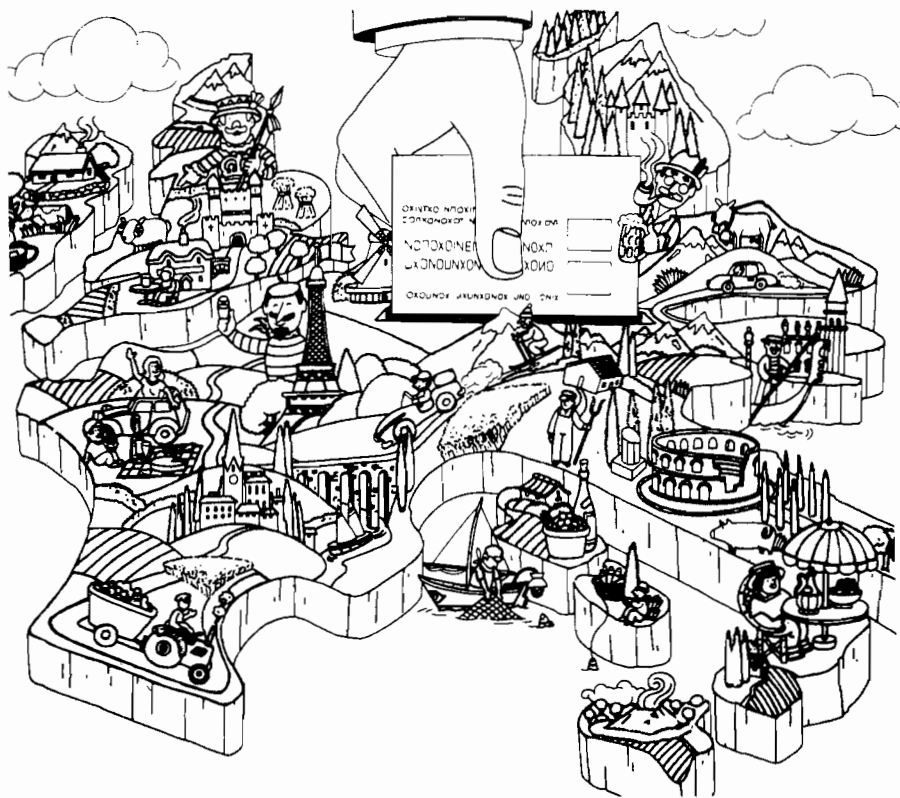
**U**n signant, le 20 septembre 1976, le document concernant l'élection directe du Parlement européen, les neuf ministres des Affaires étrangères de la Communauté européenne ont mis le point final à une lutte qui a duré plusieurs années. C'est un événement historique. Avec l'élection générale et directe de son Parlement, fixée pour le mois de mai 1978, la Communauté européenne acquiert

une dimension nouvelle. Elle accomplit le passage d'une figure exclusivement bureaucratique à celle d'une Communauté composée démocratiquement. L'Europe des citoyens commence à devenir une réalité.

La route à parcourir n'était pas facile. L'élection directe convenue par contrat dès 1951, lors de la fondation de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, est restée trop longtemps lettre morte. Il n'y a que deux ans seulement, après diverses tentatives inutiles, qu'a commen-

cé le travail concret ayant pour but de respecter finalement les engagements pris. De nombreux sceptiques, même en Allemagne, ne croyaient pas que le succès fût possible.

Il est certain que ce succès n'est pas arrivé tout seul. Grâce à des initiatives toujours nouvelles, le gouvernement fédéral a combattu, avec patience et ténacité, pour un résultat qui soit acceptable pour tous. Il pouvait, dans cette action, compter sur l'accord et l'appui des trois groupes parlementaires du Bundestag. Ce mandat précis des parlemen-



taires allemands a apporté un poids supplémentaire à ses efforts. C'est ainsi que le succès marque, en même temps, un progrès sur la voie difficile d'une politique étrangère commune des forces démocratiques de notre pays.

En tant que ministre responsable du gouvernement allemand, je peux constater que ce grand effort a été récompensé. Pour Berlin, également, nous avons trouvé un règlement satisfaisant.

Le Bundestag a maintenant pour tâche d'approuver rapidement une loi nationale qui permette de procéder à l'élection européenne dans la République fédérale. Dès que le Bundestag se réunira, le gouvernement fédéral lui présentera un projet à ce propos. Je ne doute pas qu'il sera approuvé avec un caractère d'urgence et qu'il en sera de même dans les autres Etats membres.

D'ici deux ans, donc, nous

aurons, pour la première fois, un Parlement de la Communauté européenne légitimé sur le plan européen et non pas uniquement sur le plan national. Nous ne devons toutefois pas nous attendre à des résultats spectaculaires immédiats. Les compétences des représentants des peuples européens sont encore limitées - selon nous, trop limitées. L'élection directe n'est donc seulement qu'une étape sur la voie qui conduit à une Europe démocratique.

Mais le futur Parlement acquerra sûrement, avec le temps, des droits accrus, car il pourra se servir d'un mandat direct des citoyens.

Par la suite, il pourra devenir surtout une puissante force motrice pour l'Europe, si de nombreux et éminents hommes politiques des Etats membres de la Communauté en feront partie. A cet égard, également, il y a des raisons d'espérer. Depuis quelques

temps déjà, les partis politiques démocratiques, libéraux, sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens se sont créés un cadre organisationnel européen. C'est là un signe évident qui indique que l'unification européenne va au-delà du milieu étatique et devient une réalité sociale.

La Communauté européenne doit être et doit rester une communauté de personnes égales. Elle ne peut prospérer que si ses membres jouissent des mêmes droits et ont les mêmes devoirs... L'unification européenne est utile à l'objectif d'assurer la paix, la liberté et les droits de l'homme aux citoyens de l'Europe. Une politique de ce genre ne se retourne contre personne. Il est seulement naturel que nous la réalisions en coopération particulièrement étroite avec les Etats qui reconnaissent les mêmes valeurs fondamentales, en particulier avec les Etats-Unis d'Amérique.



## DEMANDE D'ELECTION DIRECTES AU PARLEMENT EUROPEEN POUR LES BERLINOIS

Monsieur  
le Chancelier fédéral  
Helmut Schmidt  
Adenauer-Allee, 141  
5300 B o n n

*Monsieur le Chancelier,*

*Ainsi que vous le savez, le problème de Berlin se repose avec les élections populaires du Parlement européen de 1978. Vous savez certainement, également, que Berlin est inclus dans le traité de Rome et est donc une partie intégrante des Communautés européennes.*

*L'Union soviétique s'est récemment exprimée contre la participation de Berlin aux élections européennes. Il est cependant évident que la question dépasse nettement le cadre de la ville elle-même, ce qui pose une demande de base à caractère européen:*

*Peut-on tolérer la création d'un précédent dangereux semblable qui, certainement, nous procurera plus tard de gros problèmes dans d'autres domaines?*

*En accord avec la présidence internationale de la Paneuropa-Union, la direction de la Paneuropa-Union en Allemagne vous prie d'imposer la validité du principe de l'application du traité de Rome à tous les territoires appartenant à la Communauté européenne, afin que les Berlinoises ne trouvent pas d'obstacle à participer à ces élections avec tous les autres Européens.*

*Veuillez accepter, Monsieur le Chancelier Fédéral, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.*

*Hans-Joachim von Merkatz  
Président de la Paneuropa-Union Deutschland*

Examiné à Paris en octobre

# L'ANNEE 1956 DANS LES PAYS DE L'EST

Une trentaine de scientifiques hongrois et polonais installés en Occident ont ouvert, à Paris, un débat sur les causes et les conséquences des insurrections populaires qui ont marqué l'automne 1956 en Europe orientale. Parmi les rapporteurs et les participants on a pu noter des personnalités culturellement et politiquement françaises et réfugiées de l'Union soviétique et de la Tchécoslovaquie.

On a rappelé qu'en Hongrie et en Pologne - de même que 12 ans plus tard en Tchécoslovaquie - il s'est agi de mécontentements des gens du peuple [ouvriers, employés, étudiants, paysans], parmi lesquels un bon nombre de communistes sincères. A la protestation contre les injustices et les abus du régime dictatorial, s'ajoutait l'expression de la volonté du peuple d'être libre, c'est-à-dire de secouer le joug soviétique.

Quelques rapporteurs ont critiqué la politique des Etats-Unis, qui n'ont pas tenté d'empêcher le communisme «là où les peuples n'en veulent pas [comme dans les pays de l'Est]» [André Amalrik, historien et écrivain dissident soviétique]; en Hongrie et en Tchécoslovaquie, l'intervention soviétique s'est produite sans la moindre opposition des puissances occidentales. D'autre part, les partis communistes occidentaux ont réagi d'une manière qui indique clairement que leurs dirigeants ne comprenaient pas la situation réelle dans toute sa gravité. M. Pierre Daix a cité les reproches faits à M. Dubcek par M. Waldeck-Rochet, à Prague en juillet 1968, lorsque ce dernier s'étonnait de voir le dirigeant tchécoslovaque «tolérer une union des victimes du stalinisme» ou «une renaissance de la social-démocratie».

La lutte des peuples opprimés par le régime communiste n'est pourtant pas restée sans quelques conséquences favorables; l'économiste polonais W. Brus a relevé que c'est justement grâce aux agitations populaires de 1956 que les ouvriers polonais ont conquis la possibilité d'obtenir des concessions du pouvoir [les «désor-

dres» de juin ont démontré que le gouvernement communiste doit tenir compte des revendications de la classe ouvrière; si l'expérience de l'automne 1956 n'avait pas existé, M. Gierak et ses collègues auraient certainement répondu par une répression sanglante]. Une observation très intéressante a été faite par le philosophe polonais Leszek Kolakowski: aujourd'hui, dans les pays de l'Est ni les gouvernants ni les gouvernés ne croient plus à l'idéologie. Aussi les dirigeants communistes, pour avoir l'audience de la population, doivent-ils faire appel au nationalisme ou au chauvinisme.

Et les perspectives?

Dans la plupart des pays de l'Europe orientale la présence des troupes soviétiques reste une donnée immuable: une occupation militaire pesante. Sa raison d'être, on ne le sait que trop, est de maintenir l'ordre établi, de briser dans l'oeuf toute velléité de changement qui n'aurait pas l'accord de Moscou. Les peuples occupés se rendent parfaitement compte que leurs pays ne sont libéralisables et libérables, que si l'U.R.S.S. renonce volontairement à les considérer comme sa chasse gardée. Sur l'évolution possible des régimes est-européens, Pierre Kende, maître de conférences au C.N.R.S. à Paris a présenté les quatre hypothèses suivantes:

- [a] une lente mais progressive érosion des régimes qui ne débouche pas forcément sur une mutation de ceux-ci;
- [b] le remplacement de la dictature du parti par des dictatures personnalisées;
- [c] la prise du pouvoir par un groupe militaire ou paramilitaire qui peut s'approprier de la doctrine léniniste tout en écartant l'appareil du parti;
- [d] une rupture démocratique à la suite d'un soulèvement populaire; ceci suppose évidemment que l'U.R.S.S. ne puisse intervenir militairement [soit grâce à une forte pression occidentale, soit grâce à une présence plus active de la Chine dans le monde].

□

Hendrik Brugmans: *Présence des chrétiens sur le chantier Européen*, Office Catholique d'Information sur les Problèmes Européens, Bruxelles, 1975, 32 pages.

«Faire la démonstration que l'unité dans la diversité est possible: voilà une mission universelle de l'Europe».

«Chrétiens d'Europe, unis pour le monde!»

Ce sont les deux idées directrices qui traversent d'un bout à l'autre ce plaidoyer pour l'unification européenne dû à l'ancien recteur du Collège d'Europe (Bruges), actuellement professeur à la «Katholieke Universiteit Leuven». Dans la gigantesque entreprise qui se propose l'édification d'une Europe nouvelle, l'Eglise ne doit pas rester passive. L'appel que M. Brugmans adresse aux chrétiens, en les invitant à vaincre les dissensions politiques qui les divisent, continue un débat à peine entamé durant la semaine après Pâques 1974, lors du Congrès de Roehampton (Lon-

# LIVRES



# RECUS

dres) sur la responsabilité des chrétiens devant la Communauté Européenne.

La brochure-manifeste de M. Brugmans traite des questions suivantes: 1. Pourquoi l'Union Européenne? 2. Etat présent de l'intégration européenne. 3. Rôle joué par la Hiérarchie dans le processus européen. (On se réfère à quelques encycliques

et documents du Vatican qui auraient pu servir à l'élaboration d'une doctrine européenne de l'Eglise catholique, mais qui ont été négligés par les autocrates ecclésiastiques. 4. L'engagement chrétien en faveur de l'Europe. (On y discute une série d'objections). 5. Le fédéralisme levier de justice intérieure. 6. L'Europe dans le monde. 7. Paix et sécurité («Compréhension mutuelle: voilà le petit nom de l'amour du prochain. Orgueil national: voilà le grand péché social; en le combattant, les Eglises se trouvent devant des tâches évangéliques»). 8. Identité européenne et message chrétien. 9. Maintenant que faire?

A cette dernière question, l'auteur répond par la proposition: «Pour les Eglises d'Europe, le problème politique central est l'Europe», et il continue: «Le moment d'agir est: aujourd'hui. Le moyen: une action réaliste et idéale. La méthode: une campagne de conscientisation européenne à travers tous les groupements chrétiens: information et dialogue».

Vient de paraître.

Jean Monnet: *Mémoires*, éditions Fayard.

«Nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des hommes».

«...Mais le temps passe et l'Europe tarde sur le chemin où elle s'est déjà profondément engagée. Nous ne pouvons nous arrêter quand autour de nous le monde entier est en mouvement. Ai-je assez fait comprendre que la Communauté que nous avons créée n'a pas sa fin en elle-même? Elle est un processus de transformation qui continue celui dont nos formes de vie nationales sont issues au cours d'une phase antérieure de l'histoire. Comme nos provinces hier, aujourd'hui nos peuples doivent apprendre à vivre ensemble sous des ré-



Jean Monnet entre sa mère et son père

gles et des institutions communes librement consenties s'ils veulent atteindre les dimensions nécessaires à leur progrès et garder la maîtrise de leur destin... »

Trois quarts de siècle d'histoire chargée d'événements dramatiques sont retracés dans les mémoires de celui que de Gaulle a appelé l'Inspiration.

Claude Monnier, Les grandes lignes de la politique mondiale, *Centre de Recherches Européennes, Lausanne*, 1976, 28 pages.

L'Europe traverse une crise aux multiples aspects; elle se sent menacée et regarde avec inquiétude vers l'avenir. La brève étude de Claude Monnier se propose de porter un diagnostic de cette situation et surtout de dégager, parmi les tendances actuelles de la politique mondiale, celles qui pourraient offrir au Vieux Continent les chances d'un nouvel essor.

Selon le rédacteur en chef du «Journal de Genève», l'opinion publique occidentale est pessimiste sur le destin de l'Europe, vu que [1] les Etats-Unis, depuis plusieurs décen-

nies nos protecteurs naturels, connaissent aujourd'hui une phase d'affaiblissement, que [2] l'autre superpuissance, l'Union soviétique, est en phase ascendante rapide, et que [3] l'Europe occidentale se trouve dans une phase d'impissance croissante et d'incertitude profonde; depuis 1950, elle a bénéficié surtout d'une prospérité artificielle, à l'abri de la puissance américaine.

Que peut et que doit faire l'Europe dans cette conjoncture? Attirée à la fois par le monde atlantique et par ce que Claude Monnier appelle «la masse eurasiatique», doit-elle encore rester indécise, regardant tantôt à l'Est, tantôt à l'Ouest, pressée entre le marteau et l'enclume? Et voilà la réponse:

«Notre objectif étant la recherche d'un maximum d'indépendance, de liberté de mouvement... le temps est venu pour nous de jouer serré, nous entendons d'agir comme l'ont toujours fait les petites puissances prises dans une mauvaise affaire: ne pas se cramponner trop aux grands principes de politique étrangère, être sans cesse aux aguets, saisir chaque occasion de manifester son indépendance à condition bien sûr que le coût n'en soit pas intolérable». [p.22].

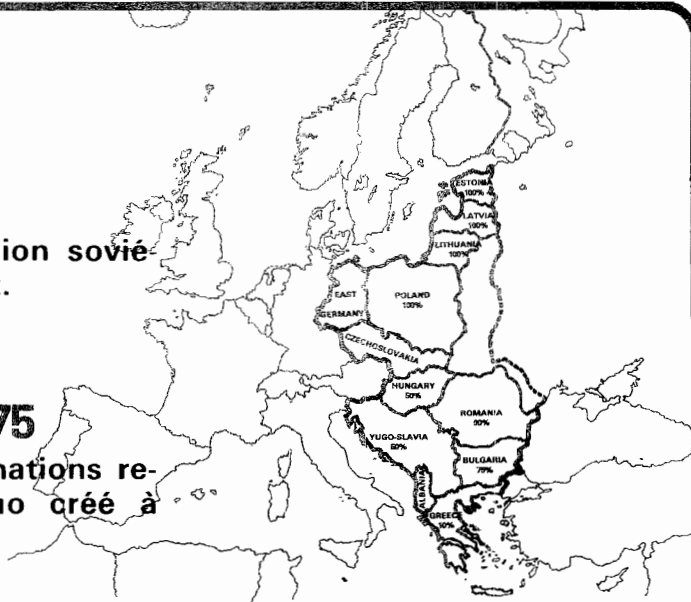
«L'Europe doit se convaincre que son indépendance est menacée comme elle ne l'avait pas été depuis longtemps; il faut qu'elle mobilise ses forces et tende sa volonté pour traverser au mieux le désert qui est devant elle». [p.23].

## YALTA - 1945

Churchill cède à l'Union soviétique l'Europe de l'Est.

## HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations reconnaît le status quo créé à Yalta.



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B.»

*Bulletin Européen*

### SOMMAIRE

Salut à Jimmy Carter, <i>par Europaeus</i> .....	p. 1
Budapest 20 ans après: Questions aux eurocommunistes, <i>par R. Cestelli</i> .....	» 3
Les entretiens Tito - Ceaucescu .....	» 6
Le Portugal au Conseil de l'Europe <i>par S. Schröder</i> .....	» 8
We and the others: Why Europe needs a good push	
Beware of premature optimism .....	» 10
Conseil de l'Europe: Les incidences d'une population stationnaire ou décroissante en Europe .....	» 12
L'Europe des citoyens commence à devenir une réalité, <i>par H.D. Genscher</i> .....	» 16
Chronique	
Le colloque «L'année 1956 dans les pays de l'Est» .....	» 18
Livres .....	» 19

DIRECTEUR RESPONSABLE: Dante Ferrari  
DIRECTION et REDACTION:  
Roma, Via Magnanapoli n. 11  
*Reg. Trib. Roma n. 2840 del 15. 12. 1951*

ABONNEMENTS ANNUELS:  
ORDINAIRE F.F. 50  
de soutien F.F. 250  
(ou monnaie européenne équivalente)

*Stampato in proprio*